

Politique

# «Le PJD ?, un parti comme les autres»

Affirme Saad Eddine El Othmani



**SEULE TENDANCE** de la mouvance islamiste marocaine à avoir choisi d'agir sur le champ politique formel et légal. Le Parti Justice et Développement (PJD) est-il un parti politique comme les autres ?

Le fait qu'un récent sondage américain le gratifie de 46 % des votes aux prochaines législatives marocaines (prévue à l'automne 2007) doit-il inquiéter ?

Et surtout, que signifie la visite du Secrétaire Général du Parti, le Dr Saad Eddine El Othmani, sur le continent Nord-américain, car, admettez qu'un islamiste en séjour politique chez l'Oncle Sam et au Canada, cela ne laisse pas d'être quelque peu insolite... C'est les réponses à ces trois questions que nous sommes allés chercher au cours de la dernière activité inscrite au programme du Dr El Othmani, psychiatre de son état, précédé ici par une solide réputation d'orateur et de «debater». Il faut croire que nous n'étions pas seuls à

manifesté une telle curiosité : plus de 150 personnes avaient en effet répondu à l'invitation lancée par Le Rassemblement des Marocains du Canada, organisateur de l'événement. Après tout, on est en période préélectorale et dès lors tous les avis sont bons à entendre ! «Un parti comme les autres» De l'exposé liminaire du Secrétaire Général du PJD, il ressort que la formation qu'il dirige est «un parti comme les autres», avec un programme «visant à la réalisation du bien commun de tous les citoyens. S'il se distingue, c'est uniquement par son référent musulmans. Mais ce parti ne diffèrent-ils pas des autres en lançant sa campagne électorale plus d'un an avant la consultation ?

À cette question le Dr El Othmani répond que « en fait, nous sommes en campagne électorale depuis le lendemain même du précédent scrutin (en septembre 2002). Notre campagne, c'est notre action politique de tous les jours, au

Parlement et à la tête des municipalités que nous dirigeons et où nous avons enregistré des succès certain en matière d'assainissement de la gestion, d'amélioration des infrastructures et des relations avec les administrés». Futur gagnant des élections ?

Le PJD occupe aujourd'hui 42 sièges à la Chambre des Représentants (première chambre du Parlement marocain). Crédité par un récent sondage américain de 46 % des intentions de vote aux prochaines législatives, il occuperait ainsi 156 sièges, soit une majorité relative lui permettant de briguer un bon nombre de portefeuilles ministériels, sinon la Primature. Le Secrétaire Général du parti y croit-il ? sa réponse est celle d'un bon politicien, empreinte d'humour : « L'histoire, dit-il, n'a jamais cessé de prouver que les partis favorisés un an avant le scrutin, perdait toujours. Pour notre part, oui, nous allons gagner de nouveaux sièges ; combien ? on verra au sortir des urnes ». Le parti entrera-t-il au gouvernement advenant la réalisation de ce pronostic, et avec quel allié sachant que la majorité des autres formations politiques marocaines, les «majors» du moins, se sont déjà prononcées contre une telle alliance. «Il ne faut jamais insulter l'avenir, répond M. El Othmani ; le paysage politique marocain est tellement morcelé qu'il imposera toujours une alliance pour faire une

majorité gouvernementale. Pour notre part, nous ne rejetons personne»

Un islamiste au pays de l'Oncle Sam

Restait la question du séjour américain et de ses motivations. Là encore, nul embarras : tous les partis politiques du monde entretiennent des relations avec leurs homologues d'autres pays ; pour notre part, nous avons déjà nos relations en Europe ; nous sommes venus nous faire connaître en Amérique. Nous avons aussi expliqué nos vues sur la question de l'intégrité territoriale du Maroc et défendu le projet d'autonomie des provinces sahariennes du Maroc et nous avons eu la satisfaction d'être entendus par d'influents membres du «Congress» américain que par d'éminentes personnalités politiques québécoises dont M. André Boiclaire, chef du Parti Québécois.

M. Othmani, «politically correct» jusqu'à la dernière de ses déclarations, a-t-il convaincu son auditoire ? le prochain représentant de la communauté marocaine u Canada au Parlement sera-t-il élu sous la bannière du PJD ? à tout le moins il aura exposé ses points de vues et ceux de son parti. Mais il semble qu'au Maroc, il ait fait des émules. On annonce ainsi déjà une visite à Montréal de M. Abbas El Fassi, secrétaire Général du parti de l'Istiqlal ; d'autres leaders pourraient suivre. La campagne ne fait que commencer...

## UN NOUVEAU GROUPE PARLEMENTAIRE CANADA-MAROC

Un nouveau groupe parlementaire Canada-Maroc vient d'être constitué, à l'initiative d'une quinzaine de députés et de sénateurs canadiens, apprend-on auprès de l'ambassade du Royaume du Maroc au Canada.

Le nouveau groupe, composé de 61 membres dont 22 femmes, a tenu dernièrement sa première réunion au cours de laquelle il a procédé à l'élection de son bureau exécutif formé de quinze membres.

Les présidents de la chambre des communes et du sénat, MM. P.A.S Milliken et N. Kinsella en sont d'office les coprésidents honoraires.

Tous les partis politiques ainsi que les indépendants sont représentés au sein du groupe qui compte ainsi trente libéraux, seize conservateurs, dix du Bloc Québécois, quatre indépendants et un membre du Nouveau Parti Démocratique, représentant pratiquement toutes les provinces et régions du Canada.

Important par le nombre de députés et sénateurs qui en font partie, le nouveau groupe parlementaire Canada-Maroc est aussi par la qualité de ses membres dont plusieurs occupent de hautes fonctions au sein des instances législatives, mais aussi par rapport à l'exécutif en tant que secrétaires parlementaires pour certains départements clés du gouvernement canadien, critiques de secteurs politiques et porte-parole de comités parlementaires.

En vue d'établir son programme de travail en connaissance de cause, le bureau exécutif du groupe a convenu d'inviter un représentant du ministère canadien des affaires étrangères et l'ambassadeur de SM le Roi au Canada à lui faire des exposés sur l'état et les perspectives des relations entre le Royaume du Maroc et le Canada.

(MAP)

## La Consule Générale rencontre Les Marocains de l'ouest

MME SOURIYA OTMANI, Consule Générale du Maroc à Montréal vient d'effectuer une tournée dans deux provinces de l'ouest canadien où elle a rencontré des membres de la communauté marocaine résidant à Calgary, Edmonton et Vancouver. Mme Otmani a saisi l'occasion de sa visite dans l'ouest canadien pour s'entretenir avec M. Gary Mar, ministre des relations internationales de l'Alberta, et M. George Show, maire-adjoint de la ville de Vancouver ( Colombie Britannique).

Les deux hauts responsables ont dit apprécier hautement l'apport des membres de la communauté marocaine établis dans ces provinces, les qualifiant de "travailleurs et bien intégrés".

La communauté marocaine établie dans les provinces de l'ouest, dont beaucoup depuis plus de trente ans, est estimée à plusieurs milliers de personnes.

(MAP)

## Carrefour d'affaires au féminin Entente et perspectives

UNE ENTENTE DE PARTENARIAT vient d'être conclue entre le Maroc et le Canada stipulant notamment "la mise en place de mécanismes d'échanges d'expertises, en particulier dans les domaines de la formation, du commerce, de l'industrie et du développement technologique".

L'entente de partenariat, signée en marge du "Carrefour des affaires au féminin", a été paraphée par la présidente fondatrice de l'Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc (AFEM), Mme Saloua Karkri Belkeziz, la présidente du Réseau des femmes d'affaires du Québec (RFAQ), Mme Nicole Beaudoin, et par la présidente de l'Association des femmes marocaines du Canada (AFMC), Mme Malika Ezzine, en présence du Consul général du Royaume à Montréal, Mme Souryia Otmani.

Lors de ce "Carrefour au féminin", qui s'est réuni début juin à Montréal, des femmes chefs d'entreprises du Maroc et des femmes d'affaires du Québec, les participantes ont reconnu "les

avantages mutuels d'un développement d'une collaboration institutionnelle, scientifique et technologique ainsi que d'échanges commerciaux, économiques et industriels entre les femmes chefs d'entreprises et d'organismes québécois et marocains", mentionne le texte de l'entente.

Parmi les actions de collaboration projetées, il a été convenu de promouvoir "la participation des intervenants économiques des deux parties à des échanges commerciaux ainsi qu'à des projets conjoints de développement de services, de technologies ou d'infrastructures".

Les trois présidentes se sont également engagées à mener une action "auprès des institutions et organismes de développement économique afin de favoriser la formation de consortiums et d'alliances stratégiques".

Pour la présidente du RFAQ qui regroupe quelque 2500 membres, la signature d'une telle entente constitue "une manifestation significative pour le partage des connaissances, le



développement d'un réseau d'affaires et le gage d'une contribution à l'entraide internationale".

(MAP)